COMPOSITION

Les chemins de la puissance : la Chine et le monde depuis 1949.

Vous montrerez comment la Chine, ruinée à la fin de la Seconde Guerre mondiale (1945), s’est hissée en moins d’un demi-siècle au statut de puissance mondiale, en compétition directe avec les États-Unis d’ Amérique ?

La République Populaire de Chine (RPC) a hérité lors de la prise de Pékin (1949) d’un territoire ruiné par la Seconde Guerre mondiale (1937 en Asie – 1945) et d’une population cruellement éprouvée par 8 années d’une guette inexpiable (20 millions de morts). Un demi-siècle après la RPC est la deuxième puissance économique mondiale : elle arbitre par ailleurs les rapports de forces géopolitiques en Asie du Sud - Est (Birmanie), du Sud (Sri Lanka) et au Proche-Orient (Crise syrienne). Première réserve de liquidités au monde (Près de 3 000 milliards de US$) elle est désormais la créancière des États-Unis et de l’Union Européenne (UE). Comment la RPC est-elle passée du statut de pays du Tiers-Monde (1950’) au rang de puissance mondiale ? On peut souvent être tenté d’opposer dans les cheminements de cette puissance une période comprise entre 1949 et 1979 caractérisée par un relatif isolement et un période d’intense ouverture après 1979 : c’est oublier que, dès 1949, la RPC jouit d’une aura internationale certaine et d’un rôle géopolitique régional indiscutable (I.) qu’elle va ensuite étendre à l’échelle mondiale grâce à son enrichissement récent (II.)

\* \* \*

La période comprise entre 1949 et 1979 (Les « Quatre modernisations ») est marquée par la personnalité charismatique et ambigüe de MAO : la Chine semble alterner les périodes de crises intérieures dures (1) alors qu’un rayonnement international croissant (2) en fait le troisième interlocuteur géopolitique après les États-Unis et l’Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS).

La Chine entre 1949 et 1979 est secouée par des crises intérieures graves (Cent fleurs, Grand bond en avant, Révolution culturelle prolétarienne) dont les noms poétiques ne doivent pas faire oublier qu’elles firent des centaines de milliers de victimes voire, pour certaines, des dizaines de millions. Comme dans tous les pays communistes du second XXe siècle, la direction de la Chine communiste est duale : aux côtés des institutions de l’État et des administrations, le Parti Communiste Chinois (PCC) est chargé de la définition des orientations politiques et de la surveillance des fonctionnaires et de la population. Or ce PCC a lui-même une direction collective (Le Comité Central et son Bureau Politique). Si MAO prend facilement la tête de la Chine communiste (1949) et devient président du PCC, puis de la République Populaire de Chine (RPC, 1954-1957), l’appareil central du PCC est traversé par une opposition entre des dirigeants pragmatiques et favorables à une marche progressive vers le communisme, et des radicaux favorables à la collectivisation rapide de l’ensemble de la société, voire une dissolution de l’État dans les rouages de PCC. Les grandes crises intérieures chinoises correspondent à des politiques mises en place par MAO Zedong pour écarter les pragmatiques du pouvoir et reprendre le contrôle du PCC et du pays. Les 1ères mesures du PCC à partir de 1949 furent positivement accueillies : partage des 47 millions d’hectares de terres des grands propriétaires et des monastères pour 70 millions de paysans, égalité des sexes, réduction de l’inflation à 15% (Les prix avaient été multipliés par 85 000 entre 1948 et 1949 !), reconstruction du patrimoine industriel, nationalisation des entreprises étrangères, lutte contre la corruption et le trafic d’opium… Entre 1953 et 1955 les productions agricoles et industrielles avaient dépassé les meilleurs niveaux d’avant guerre. La « campagne des cent fleurs » (1957) avait entraîné une purge des universités et des milieux artistiques et littéraires, et de nombreux intellectuels chinois et des étudiants furent déportés dans les camps de travail (*lao gai*) mis en place sur le modèle soviétique. Fort de sa mainmise sur l’appareil du parti, MAO décida d’une politique accélérée d’industrialisation. Ce fut le « Grand bond en avant » (1958-1961). Le Grand bond en avant consistait en une politique d’industrialisation accélérée : l’objectif était de rattraper le niveau des pays occidentaux en moins de 15 ans. Les paysans furent mobilisés dans des micro - unités sidérurgiques : on leur demandait d’effectuer les travaux des champs et des usines en même temps. Ce fut une catastrophe humanitaire majeure : le déficit céréalier était tel qu’entre 15 et 20 millions de Chinois sont morts de faim. Des cas de cannibalisme furent enregistrés dans les régions les plus touchées. MAO fut en conséquence écarté de la direction de l’État. L’équipe des réformateurs emmenée par DENG Xiaoping pu reprendre le pouvoir. Mais dès 1966 MAO lança la « Révolution culturelle prolétarienne », une campagne de critique des cadres du PCC par la jeunesse. Pénétrés de la pensée de MAO édité par l’Armée Populaire de Libération (APL) sous la forme d’un « petit livre rouge » les « Gardes rouges » s’acharnèrent sur les responsables du PCC et des universités. Le désordre fut tel que l’APL de LIN Biao fut obligée d’intervenir (1969) pour ramener l’ordre en déportant des milliers de « Gardes rouges » à la campagne pour des années de rééducation politique et d’autocritique. Mais MAO avait repris la direction de l’État. Il faudra l’affaiblissement de son état de santé (1975) pour que les cadres réformistes reviennent au pouvoir.

Bien qu’affaiblie par des crises politiques majeures et meurtrières qui ébranlent la société, le PCC et l’économie, la Chine voit entre 1949 et 1979 son rayonnement politique et diplomatique croître. Dès 1949, la RPC apporte une aide logistique à l’Armée Populaire du Vietnam d’HÔ-CHI-MINH et de GIAP. C’est par la Chine que les armes soviétiques parviennent aux combattants vietnamiens qui affrontent le Corps Expéditionnaire Français en Extrême-Orient (CEFEO) en Indochine, ce qui aboutit à la victoire du Parti Communiste du Vietnam à Dien-Bien-Phu (1954). Dans le même temps, l’APL envoie 250 000 volontaires combattre en Corée (1950-1953) aux côtés des combattants communistes de Corée du Nord. L’aide chinoise lui vaut de perdre (1951) son siège de membre permanent du Conseil de Sécurité à l’Organisation des Nations Unies (ONU), siège qui échoit à Taïwan, le rival nationaliste proaméricain de la RPC. La Chine est alors le meilleur allié de l’Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) en Asie. Un traité d’assistance et de coopération est signé (1957) et apporte à la Chine l’équivalent de 300 millions de dollars d’aide, sous forme d’armes, de techniciens et de machines. ZHOU Enlai, Ministre des Affaires étrangères de la RPC, la représente à la conférence tricontinentale de Bandoeng (1955, Indonésie) qui préside à la naissance du Mouvement des Non - Alignés. La Chine, plus et plus tôt que l’URSS, se tourne vers l’Afrique : en 1965 ZHOU Enlai est en visite officielle en Tanzanie où Julius NYERERE installe un « socialisme africain ». Mais la Chine poursuit surtout une politique agressive de sécurisation de ses frontières : la RPC annexe violemment le Tibet (1950) qu’elle tente depuis de siniser (1953), elle attaque l’Inde (1962) et s’assure des positions stratégiques sur les contreforts indiens de l’Himalaya. Le tournant majeur à lieu entre les années 1956 et 1966. MAO refuse la déstalinisation initiée par Nikita KHROUCHTCHEV (XXe Congrès du PCUS, 1956) et refuse la politique de « coexistence pacifique » (1956-1965) puis la « Détente » (1965-1979) menée par son successeur Leonid BREJNEV. La Chine qui possède l’arme atomique (1964) et commence à être reconnue par les puissances occidentales (1964) coupe les ponts avec l’URSS : les deux armées s’affrontent en Mongolie (1968-1969) au profit de la RPC. Pour contrebalancer la perte de l’allié russe, la RPC accepte de renouer le dialogue avec les États-Unis de NIXON qui cherchent à sortir de la Guerre du Vietnam (1962-1975). En 1971 la RPC retrouve son siège à l’ONU, en 1972 MAO accueille NIXON à Pékin et appuie les négociations entre le Nord-Vietnam communistes et les Américains (Traité de Paris, 1972). En 1979 les deux pays se reconnaissent officiellement. La zone d’influence de la Chine en Asie s’étend : la RPC soutient les Khmers rouges de POL POT (1970) qui prennent le pouvoir au Cambodge (1975-1979). L’audience de la Chine en Occident est forte auprès de la jeunesse d’extrême-gauche (Celle de 1968) qui se réclame du maoïsme, le communisme par l’agitation politique de la base et la mobilisation des masses (Le quotidien français *Libération* s’en réclame à ses débuts). Mais sa rupture avec l’URSS l’isole de l’ensemble du bloc communiste, excepté la Corée du Nord et l’Albanie dont le poids diplomatique est nul.

À la mort de MAO (1976), l’emprisonnement de ses conseillers (Procès de la « Bande des quatre » 1977) et l’éviction de HUA Guofeng (1978), c’est DENG Xiaoping qui prend le pouvoir. Depuis les dirigeants du PCC suivent la ligne qu’il a tracée. La Chine entame alors une politique d’ouverture économique sans modification de son régime politique (1) et devient une puissance politique régionale, puis mondiale, majeure (2).

DENG Xiaoping prend le pouvoir entre 1976 et 1978. Mais c’est un vieux routier de la politique chinoise (Il entre au parti en 1923). Dirigeant majeur du PCC depuis la guerre civile (1946-1949) il fait partie du clan des pragmatiques. Une politique d’équilibre entre la propriété privée (agricole, artisanale et commerçante) et l’économie dirigée par l’État. Une politique qu’il résume dans un aphorisme célèbre : « […] peu importe que le chat soit gris ou noir, s’il attrape des souris c’est un bon chat. […] » (1960). C’est « l’économie socialiste de marché » : l’État ne garde le contrôle que sur les activités stratégiques et les (très) grand groupes industriels (À l’exemple de *Zhongxing Telecommunication Equipment*, ZTE). DENG Xiaoping lance alors « Quatre modernisations » (Industrie et commerce, éducation, organisation militaire et agriculture). Des régions entières sont ouvertes au capitalisme : ce sont les Zones Économiques Spéciales (ZES) situées d’abord dans les deltas des grands fleuves, comme dans le delta de la Rivière des Perles autour de Guangdong (Canton). Elles sont ouvertes ensuite le long des vallées fluviales et atteignent les villes de l’intérieur (Comme Chongqing dont la population est multipliée par 10 entre 1995 et 2005 !). Les Investissements Directs Étrangers (IDE) viennent d’abord des voisins (Japon, Corée du Sud, Taïwan, Singapour) et sont portés par la diaspora chinoise d’Asie du Sud - Est forte jusqu’en Indonésie et en Thaïlande par exemple. Les groupes occidentaux passent obligatoirement par des *Joint Ventures* ce qui garanti la présence d’entreprises chinoises dans tous les investissements étrangers. La Chine devient « l’Atelier du monde ». Les produits emblématiques de la mondialisation (Comme les produits d’Apple, la firme de Steve JOBS basée à Cupertino en Californie) sont assemblés en Chine, dans des gigantesques centres industriels (« *Foxconn City* », qui assemble les *i Phones*, accueille 200 000 ouvriers). Paradoxe d’un pays communiste : les syndicats sont interdits dans ces ZES qui deviennent le paradis des capitalistes néolibéraux. Même en Amérique les conditions pour faire des affaires ne sont pas aussi bonnes qu’en Chine. Mais la libéralisation s’est arrêtée à l’économie : le régime reste dictatorial. Si l’emprise du PCC (70 millions de militants) est modeste (Pour un milliard et demi d’habitants…), le régime est solidement tenu en main par l’armée, propriétaire de nombreuses entreprises d’envergure mondiale, et faiseuses de rois en Chine. La répression sanglante des manifestations estudiantines de la place Tiananmen (Pékin, 1989) le montre clairement : en Chine le pouvoir appartient à l’APL. C’est le maire de Shanghai, JIANG Zeming (1989-2004), puis HU Jintao (2004-2012) puis XI Zinping (2012) qui assurent la succession des partisans de l’ouverture économique. Admise à l’Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 2001, la Chine est devenue la 2e puissance économique (Produit Intérieur Brut, PIB) en 2009 après deux décennies de croissance à deux chiffres (Entre 10% et 12% de croissance annuelle du PIB).

Ce spectaculaire enrichissement de la Chine a été progressivement mis au service d’une vraie politique de puissance. Si jusqu’en 1999 la Chine reste timide, sa diplomatie s’accélère alors à l’échelle régionale et internationale. La diplomatie chinoise est d’abord fidèle à ses alliés : la Birmanie et la Corée du Nord bénéficient d’un soutien inconditionnel de Pékin. La RPC a également soutenu le gouvernement du Sri Lanka dans sa lutte contre les « Tigres tamouls » (*Liberation Tigers of Tamil Eelam*, LTTE, 1976-2009) et échelonné un nombre de bases navales au Cambodge et en Thaïlande mais surtout en Birmanie, au Bengladesh, au Sri Lanka, au Pakistan, et au Soudan (La stratégie du « collier de perles »), ce qui lui assure une ouverture maritime en même temps qu’un encerclement de l’Inde, son grand rival en Asie du Sud. La Chine a également remporté des succès diplomatiques d’estime (Jeux Olympiques de Pékin, 2008) ou face aux Occidentaux, avec la rétrocession de Hong Kong (1997) et de Macao (1999) et avec ses voisins asiatiques en participant (1997) aux travaux de l’Association des Nations du Sud – Est Asiatique (ASEAN) avec laquelle elle construit (2010) une zone de libre échange. Sa stratégie la conduit d’abord à renforcer ses partenariats diplomatiques avec les autres puissances émergentes (BRICS) en privilégiant les États dictatoriaux (Russie, Iran) : les États de son hinterland son regroupés au sein de l’Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) ce qui lui permet de coordonner la lutte contre le terrorisme islamiste et en même temps contre les rebelles ouïghours du Xinjiang. Sa stratégie est la plus active en direction de l’Afrique dont elle est le 1er partenaire économique (2010) : elle y rafle 40% des contrats de BTP et y exporte 30% de ses véhicules utilitaires et 15% de ses textiles. Si ce commerce ne représente que 5% de son commerce total, les enjeux sont idéologiques et géostratégiques : la Chine offre aux dictateurs d’Afrique un partenaire peu regardant sur les droits de l’homme et aux peuples, exaspérés par la mainmise occidentale sur l’économie mondiale, un partenaire Sud-Sud qui sonne comme une revanche légitime. La RPC sait par ailleurs faire des cadeaux somptueux (Siège de l’Unité Africaine à Addis-Abeba pour 200 millions de dollars en 2010) en veillant à ses intérêts (Pétroliers comme au Niger et au Soudan, gaziers comme en Algérie). Mais la Chine inquiète aussi : ses positions butées (Sur la question syrienne 2009-2014) et les comportements agressifs (En Mer de Chine méridionale contre le Vietnam aux îles Spratley et en mer de Chine orientale contre le Japon aux îles Senkaku-Diaoyu en 2014) raniment le spectre d’un impérialisme militaire chinois oublié depuis 1950. Il reste à la RPC pour devenir une puissance mondiale à se doter d’une doctrine internationale qui rende lisible sa politique étrangère et la rende compatible avec le jeu pacifique des relations internationales.

\* \* \*

Depuis 1949 la Chine n’a eu de cesse de développer une politique de puissance, d’abord idéologique en devenant le *leader* des peuples en libération du Tiers-Monde, puis militaire en soutenant ses voisins. Depuis 1979, son insertion réussie dans la mondialisation lui donne des moyens d’action inouïs et lui permet d’étendre son influence et d’imposer ses vues. Mais les défis restent nombreux : ceux de la démocratisation intérieure par exemple. Mais aussi ceux de la lisibilité de sa doctrine diplomatique. La Chine ne pourra pas éternellement faire admettre, par la force, ses vues en terme de relations internationales sans s’aliéner ses partenaires qu’elle inquiète déjà.

SOURCES :

**ADOUMIÉ** (Vincent) et **FOUCHARD** (Dominique), sous la direction de, *Regards historiques sur le monde actuel. Histoire. Terminale S*., 2014, Paris, aux éditions Hachette – Éducation, 223 pages, 62 et suivantes consacrées au thème II « Grandes puissances et conflits dans le monde depuis 1945 », et plus précisément la question intitulée « La Chine et le monde depuis 1949. » aux pages 90 et suivantes, ISBN 978-2-01-135615-4.

**BOUREL** (Guillaume) et **CHEVALLIER** (Marielle), sous la direction de, *Regards historiques sur le monde actuel. Histoire. Terminales L-ES.* , 2012, Paris, aux éditions Hatier, plus précisément le chapitre 7 « La Chine et le monde depuis le mouvement du 4 mai 1919. », essentiellement à partir des pages 228, 408 pages, ISBN 978-2-218-96114-4.

**BOUREL** (Guillaume), **CHEVALLIER** (Marielle), **CIATTONI** (Annette) et **RIGOU** (Gérard), sous la direction de, *Des clés historiques et géographiques pour lire le monde. Histoire-Géographie. Terminale S*., 2012, Paris, aux éditions Hatier, 227 pages, ISBN 978-2-218-96119-9.

**DAGORN** (René-Éric), sous la direction de, avec **BARRIÈRE** (Philippe), **CARUSO** (Olivier), et **CONSIL** (Jean-Michel), *Des clés historiques et géographiques pour lire le monde. Programme 2012. Histoire-Géographie. Terminale S*, 2012, Paris, aux éditions Belin, 223 pages, ISBN 978-2-7011-6266-9.

**MESMER** (Philippe), « Le Japon veut prendre plus de responsabilités dans la sécurité régionale. », in, 2014, Paris, *Le Monde*, daté du 24 juin 2014, page 2, 25 pages, ASIN M 00147.

**NAZET** (Michel), *La Chine et le monde au XXe siècle. Les chemins de la puissance*, 2012, Paris, aux éditions Ellipses, les pages 3 à 48 (pour la géographie et le contexte géopolitique de la Chine actuelle) et à partir des pages 98 (pour l’histoire de la Chine depuis 1949), 255 pages, ISBN 978-2-7298-7476-6

**PAMBRUN** (Stéphane), « Chine : tempête sur la rivière des perles. », 2014, Paris, *Jeune Afrique*, n°2784 du 18 au 24 mai 2014, pages 74 et 75, aux éditions Jeune Afrique / éditions du Jaguar, 146 pages, ASIN 01936.

**PEDROLETTI** (Brice), « Pékin impose ses conditions en Mer de Chine. », in, 2014, Paris, *Le Monde*, daté du 24 juin 2014, page 2, 25 pages, ASIN M 00147.

**PHILIPPE** (Bruno), « Course-poursuite dans les îles Paracel. », in, 2014, Paris, *Le Monde*, daté du 24 juin 2014, page 2, 25 pages, ASIN M 00147.

**THIBAULT** (Harold), « Les pêcheurs de Gangfu ne craignent plus les gardes-côtes japonais. », in, 2014, Paris, *Le Monde*, daté du 24 juin 2014, page 2, 25 pages, ASIN M 00147.

**ZACHARY** (Pascal), sous la direction de, *Questions pour comprendre le XXe siècle. Histoire Premières L/ES/L*., 2011, Paris, aux éditions Hachette, collection « Hachette éducation », en partenariat avec ISTRA, 384 pages, pages 152 et suivantes pour l’étude de la « Guerre froide, conflit idéologique, conflit de puissance. », ISBN 978-2-01135551-5